



Le bilan PFE de la COP24 Katowice (Pologne), 3-14 décembre 2018

Un pas en avant pour l'Accord de Paris sur le climat, mais quid de l'action ?



La COP24 de Katowice était annoncée comme un sommet majeur depuis la COP21 malgré sa faible médiatisation. Elle avait pour objectif ambitieux de permettre l'adoption des textes garantissant la mise en œuvre intégrale de l'Accord de Paris sur le climat. L'ensemble des décisions relatives aux efforts climatiques de la communauté internationale (transparence, responsabilité etc.) ainsi qu'au bilan et à la révision des engagements nationaux (suivi, reporting etc.) devaient en effet être validées et compilées dans un « rulebook ».

Comme chaque année, le Président et le secrétariat du PFE ainsi qu'une trentaine de ses membres étaient présents pour mobiliser les acteurs du climat autour des enjeux liés à l'eau.

I-	PRINCIPAUX RÉSULTATS DES NÉGOCIATIONS	2
II-	QUELLE PLACE POUR L'EAU DANS CETTE COP ?	3
III-	L'ACTION DU PFE À KATOWICE	4
IV-	PERSPECTIVES.....	7

I- PRINCIPAUX RÉSULTATS DES NÉGOCIATIONS

Sur le plan des négociations, le « rulebook » a été finalisé et validé, à l'exception des règles relatives à l'article 6 de l'Accord de Paris sur les marchés carbone. **L'objectif principal onusien fixé pour cette COP a donc été atteint.** Cependant, de nombreux **blocages ou reculs** viennent nuancer fortement ce succès, malgré l'appel du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres demandant aux délégués de dépasser leurs différends :

- **Pas d'engagements solides pour le rehaussement de l'ambition** alors que les « engagements » actuels mettent la planète sur une trajectoire de réchauffement de +3,2 °C d'ici la fin du siècle: les négociateurs ont uniquement répété que les pays devaient mettre à jour leurs « engagements » d'ici 2020, tel que prévu par l'Accord de Paris. Ils ont également rappelé « l'urgence d'une ambition accrue » sans pour autant fixer des règles ou un calendrier. Ceci étant, une Coalition pour une haute ambition a été lancée par 70 États, dont 11 européens parmi lesquels la France (qui aujourd'hui n'est pas sur une trajectoire cohérente avec l'Accord de Paris) et l'Allemagne.
- **Une hausse limitée des financements** : l'engagement des 100 milliards/an d'ici 2020 est encore loin d'être atteint, malgré quelques signaux positifs: mobilisation par la Banque Mondiale d'environ 200 milliards de dollars de financements sur la période 2021-2025 pour aider les pays en développement face au changement climatique ; annonce par l'Allemagne et la Norvège du doublement de leur contribution au Fonds vert ; annonce par la France de l'augmentation de ses contributions aux fonds climat (contribution au Fonds d'adaptation à hauteur de 15 millions d'euros et au Fonds pour les pays les moins avancés à hauteur de 20 millions d'euros). Au total, les États ont promis au Fonds d'adaptation un montant de 129 millions de dollars.



- **Des divergences sur l'accueil du rapport 1,5°C du GIEC** : 4 pays (États-Unis, Koweït, Russie et Arabie Saoudite) ont refusé de « d'accueillir favorablement » le rapport 1,5°C du GIEC dans les textes de décisions. Ce long débat sémantique révèle une absence de volonté politique de la part de plusieurs États de reconnaître les enjeux soulignés par la communauté scientifique ;
- **Une absence de la dimension sociale**: les textes ne reflètent pas « l'esprit de Paris » notamment dans sa dimension sociale. Ils ne prennent pas en compte les notions de droits humains, égalité hommes-femmes ou même de transition juste qui était pourtant le thème mis à l'honneur par la présidence polonaise dans sa « déclaration de Silésie sur la solidarité et la transition juste » ;

- **Peu d'avancées sur le sujet des pertes et dommages**, notamment sur le renforcement du soutien aux populations qui subissent des dégâts irréversibles causés par le changement climatique, malgré la menace de veto des petits états insulaires en développement ;
- **Une activité moindre des collectivités et de la société civile** : les acteurs publics non étatiques notamment les villes et collectivités (très présentes lors des dernières COP) ont été moins présents dans les discussions. On note également une présence moins importante et visible de la société civile (ONG, entreprises etc.). Le Partenariat de Marrakech a par ailleurs été peu visible et médiatisé.



La COP24 a décidé que la COP25 se tiendra en décembre 2019 à Santiago do Chile. Une pré-COP se tiendra avant au Costa Rica.

Retrouvez l'ensemble des décisions officielles de la COP [ici](#)

II- QUELLE PLACE POUR L'EAU DANS CETTE COP ?

Le sujet de l'eau a fait l'objet de **multiples side-events et évènements** à l'occasion de cette COP, à l'initiative du PFE, de ses membres (OIEau, Ps-Eau, SIE-SEE etc.) mais également de ses partenaires internationaux (SIWI, AGWA, Conseil Mondial de l'Eau, Nownet etc.).



Cette année encore, l'eau faisait partie des sujets prioritaires mis en avant par le **Partenariat de Marrakech** pour l'Action Climatique Globale. Dans ce cadre, la demi-journée eau officielle, co-organisée par le SIWI, le PFE, le RIOB, l'UICN, le Conseil Mondial de l'Eau, l'UNESCO-PHI et la FAO, a été ouverte par le Champion de haut niveau pour le climat polonais Tomasz Chruszczow ainsi que par Bertrand Piccard, initiateur de la Fondation Solar Impulse. Cette ouverture réalisée par des représentants médiatiques a permis de donner de la visibilité à la problématique de l'eau.

Elle a été suivie par la projection de la vidéo +4°C du PFE. Deux panels ont ensuite permis de donner la parole à des acteurs variés qui ont créé des ponts avec d'autres secteurs (agriculture, énergie, industrie, etc.).

Malgré les tentatives de revoir le format de cet événement pour attirer la presse et les négociateurs, **cette demi-journée eau officielle est restée assez formelle** avec un impact faible sur les négociations.

On note par ailleurs une **diminution de la participation des acteurs du domaine de l'eau** par rapport aux COPs précédentes.

Dans le cadre des négociations, les sujets en lien avec l'eau que sont **l'adaptation et les pertes et dommages ont relativement peu avancé**.

La récurrence des discours sur les technologies d'émissions négatives pour l'atténuation au changement climatique dans le cadre de cette COP pose fortement question pour le secteur de l'eau. On mesure encore mal les impacts de ce type de technologies fortement compétitrices avec d'autres secteurs relatifs au développement humain. Si elles étaient déployées à large échelle, la bioénergie avec capture et stockage de carbone et les mesures d'afforestation/reforestation pourraient avoir une empreinte sur les terres et les ressources en eau très importantes.



III- L'ACTION DU PFE À KATOWICE

Le PFE a petit à petit fait évoluer son mode d'action dans le cadre des COP climat. Il cherche désormais moins à faire du plaidoyer au niveau des négociations multilatérales qui concernent la mise en place d'un cadre général sans approche thématique, mais se concentre plutôt sur les décideurs à tous les niveaux, y compris les États. Cette action bilatérale vise à faire en sorte que les recommandations collectives portées par le PFE viennent appuyer le développement de politiques publiques climatiques nationales. Par ailleurs, il a engagé à l'occasion de cette COP des actions de communication adaptées à un public plus large, notamment la presse, en s'appuyant sur des outils adaptés et en mobilisant pour la première fois un porte-parole pour représenter la communauté de l'eau (Bertrand Piccard, Fondation Solar Impulse).



Le secrétariat du Partenariat Français pour l'Eau a été présent sur place pendant les deux semaines. Il a animé un stand pour valoriser l'expertise française et a organisé plusieurs side-events dans les différentes enceintes de la COP24 pour mettre en avant les solutions existantes :

- La vidéo « [Imagining a +4°C world : what about water](#) » a été lancée officiellement à l'occasion d'un évènement PFE sur le Pavillon France le jeudi 6. Le panel organisé à cette occasion a permis de mettre en avant des cas d'études concrets et des solutions mises en place par les acteurs des territoires en Martinique (ODE Martinique), sur le bassin du Niger, au Bangladesh, ainsi que dans les deltas de Camargue et du Mékong (IAGF).

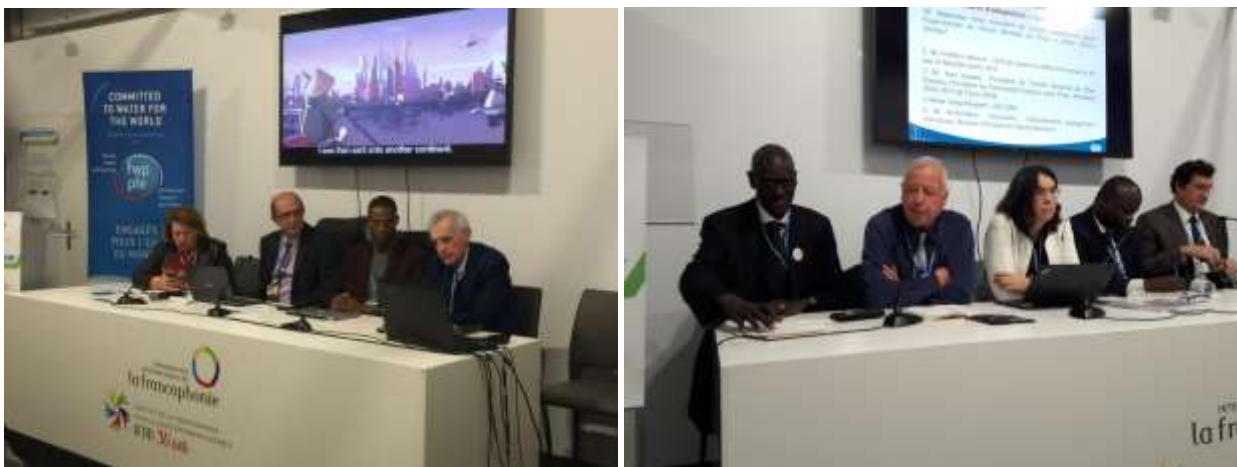


- Le vendredi 11, le side-event officiel co-organisé par le PFE, le RIOB et l'Observatoire du Sahara et du Sahel sur les enjeux eau & climat et sur le financement de l'adaptation a permis de mettre en avant les problématiques rencontrées par le continent africain avec des représentants du bassin du Lac Victoria, du Comité inter état de lutte contre la désertification au Sahel, d'une ONG sud-africaine et de la Banque Mondiale.



- Le PFE a co-organisé la **demi-journée eau** le vendredi 11 après-midi aux côtés de ses partenaires internationaux.

- Samedi 12, un évènement court sur l'espace Action Hub co-organisé par le PFE et les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat a permis de lancer un nouvel appel à signature de la Déclaration sur les solutions fondées sur la nature, mais aussi d'inaugurer officiellement la toute nouvelle [plateforme nature4water](#).
- Le dernier side-event organisé par le PFE le mardi 11 sur le Pavillon de la Francophonie a permis de mettre en discussion sa [note de décryptage du rapport 1,5°C du GIEC au regard des ressources en eau](#). Rassemblant autour de la table Jean Jouzel (climatologue), Jean Luc Redaud (Président du groupe de travail climat du PFE), Bettina Laville (Présidente du Comité 21) et Joseph Kogbe (coordinateur international du Réseau Climat et Développement), cet évènement a permis de rappeler les grands enjeux pour le monde de l'eau dans des scénarios à +1,5°C et +2°C. La discussion a permis de faire émerger de premières réflexions sur le renforcement de la complémentarité entre adaptation, atténuation et développement.



Les représentants du Secrétariat du PFE sont également intervenus dans divers side-event organisés par ses membres ou partenaires :

- Lancement du guide sur les services d'eau et d'assainissement et le changement climatique par le Programme Solidarité Eau ;
- Grande matinée eau & climat organisée par le RIOB sur le Pavillon de la Francophonie ;
- Session organisée par le SIE visant à mettre en relation des jeunes porteurs de projets avec des experts du secteur de l'eau ;
- Évènement sur l'adaptation au changement climatique organisé par le Comité 21 sur le Pavillon France ;
- Évènement organisé par le réseau Nownet des Partenariats des pays développés liés à l'eau sur la mobilisation du secteur privé pour l'adaptation au changement climatique dans le domaine de l'eau.

En parallèle, de nombreux échanges bilatéraux ont été organisés et ont permis de voir se dessiner différentes perspectives pour le PFE.

IV- PERSPECTIVES

- Un échange avec Brune Poirson, Secrétaire d'État, a permis à Jean Launay, Président du PFE, d'attirer son attention sur la nécessité de mener à bien et au plus tôt la feuille de route française de mise en œuvre de l'ODD 6 et sur l'intérêt du guide pour les collectivités françaises produit par le PFE et l'ASTEE pour la prise en compte de cet ODD. Un lien évident existe dans ces actions avec le changement climatique.



- Le PFE pourrait envisager, avec l'accord de sa gouvernance, de jouer un rôle sur les sujets eau & climat en France dans le cadre de la 2^{ème} phase des Assises de l'eau et dans les grands débats à venir pour lesquels la transition écologique est un des sujets prioritaires.
- Une réunion avec le Président du Comité préparatoire sénégalais du Forum Mondial de l'Eau de Dakar a permis d'avancer sur la préparation du prochain Forum, notamment sur la question de l'implication des acteurs français et sur la réflexion autour de scénarios potentiels.
- La mobilisation de Joseph Kogbe, coordinateur international Réseau Climat & Développement dans un des événements du PFE pourrait mener à une coopération avec ce grand réseau d'ONG francophones en vue de Dakar.
- Le PFE a également participé à une concertation entre les Ministres francophones présents à la COP 24 ce qui offre des perspectives pour un travail conjoint avec la francophonie.
- La demi-journée eau a été la première étape de la mise en œuvre d'une collaboration initiée il y a près d'un an entre le PFE et la Fondation Solar Impulse. Le PFE a effet plaidé pour l'intervention de Bertrand Piccard en ouverture de cet événement et a favorisé les échanges entre son équipe et les acteurs de l'eau présents. Cette collaboration sera poursuivie afin d'aider la fondation à identifier de bons projets innovants dans le domaine de l'eau et à renforcer le rôle de Bertrand Piccard comme porte-parole sur le sujet de l'eau. Dans le même sens, un rapprochement a été proposé au Conseil Mondial de l'Eau.



- Un échange avec Énergie 2050 a permis d'envisager un partenariat sur l'empreinte énergie des services d'eau et d'assainissement et sur l'économie circulaire.
- En 2019, les chantiers suivants seront par ailleurs poursuivis et approfondis :
 - Vidéo +4°C : diffusion large de la vidéo +4°C notamment grâce à une stratégie de diffusion vers le grand public à travers les réseaux sociaux et la mobilisation de porte-paroles ;
 - Approfondissement des recommandations faites par le PFE sur la base du rapport 1,5°C du GIEC, notamment celle relative à une meilleure compréhension des impacts sur les ressources en eau des émissions négatives (point à discuter avec le collègue scientifique du PFE) et sur le développement d'outils d'aide à la décision pour les acteurs des territoires afin d'aller vers une plus grande complémentarité entre adaptation, atténuation et développement ;
 - Poursuite du travail sur la connaissance des ressources en eau et des impacts du changement climatique sur ces ressources et leurs usages ;
 - Poursuite du travail sur les liens biodiversité-climat avec la plateforme Nature4Water en coordination avec le groupe de travail biodiversité aquatique du PFE ;
 - Renforcement de la campagne ClimatelsWater en lien avec le Conseil Mondial de l'Eau.



V. Conclusion

Cette COP 24 aura été paradoxale : malgré un certain succès diplomatique, les ambitions pour limiter le réchauffement global à 2°C, voire 1,5°C n'ont pas été au rendez-vous. Ceci explique les points de vue très différents exprimés à l'issue de cette COP.

Les activités des États dans le cadre des négociations ont été très techniques. On peut s'interroger sur une tendance à reporter les dimensions politiques liées à l'Accord de Paris dans d'autres enceintes. L'organisation par le Secrétaire Général des Nations unies en septembre 2019 d'un Sommet de Chefs d'État sur le climat et du Sommet annuel One Planet Summit vont dans ce sens.

Enfin, si plaider de façon bilatérale vers les États et les décideurs reste une priorité pour le PFE, étendre son plaidoyer vers un public plus large apparaît une voie à développer en bâtissant des outils de communication et des messages adaptés, utilisant au mieux les réseaux sociaux et en mobilisant des porte-parole médiatiques et avertis.

Outils et ressources mis à disposition par le PFE en amont et pendant la COP

- Les messages des membres du PFE pour la COP24 [en français](#) et [en anglais](#)
- La synthèse du rapport 1,5°C du GIEC par le PFE [en français](#) et [en anglais](#)
- La vidéo « [Imagining a +4°C world: what about water ?](#) »
- [Le dossier COP24 du PFE](#) qui intègre le programme des événements du PFE, des clés pour comprendre les enjeux eau&climat et des exemples de solutions des acteurs de l'eau français
- Une sélection [d'évènements d'intérêt](#)
- La page en direct avec des points réguliers sur l'avancée des négociations [en français](#) et en [anglais](#)
- La plateforme [Nature4Water](#) qui permet de signer en ligne la déclaration sur les solutions fondées sur la nature et le [Portail Water Expertise France](#) qui permet d'identifier facilement les projets et expertise des acteurs français du domaine de l'eau
- [Le compte flickr](#) du PFE avec des photos de l'évènement et le [compte twitter](#) du PFE alimenté quotidiennement pendant la COP